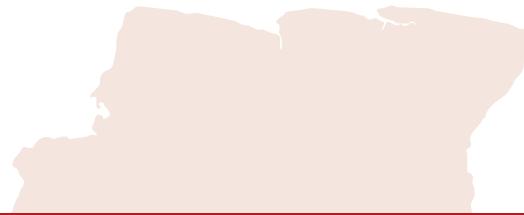




Cartographie de l'engagement de la diaspora DJIBOUTI



Facts & figures

Terminologie : Djibouti désigne sa diaspora sous le terme “*Djiboutiens à l'étranger*”, mais la notion de diaspora est également largement utilisée

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Transferts



Transferts de fonds en pourcentage du PIB : 1.41%

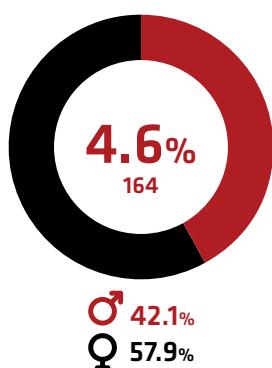
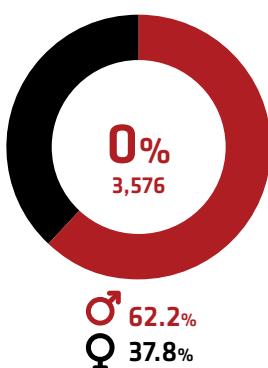
Transferts de fonds (en millions d'USD) : 58.59

Emigration

% d'émigrants dans la population totale



dont % dans l'UE



Vote depuis l'étranger³

Dans les ambassades/consulats



Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'UNDESA (2024) et les envois de fonds de la Banque mondiale (2023).

Principaux pays de destination



Libye	1,606
Éthiopie	1,364
Égypte	223
Australie	204
Norvège	68

¹ 2018 Loi n° 003/AN/18/8 ème L du 12 avril 2018 portant Code civil, disponible à l'adresse suivante : <https://www.droit-africaine.com/uploads/Djibouti-Code-civil-2018.pdf>. Cette loi a mis à jour l'ancien Code de nationalité et l'a intégré à d'autres dispositions légales. L'article 30 du chapitre 2 définit les ressortissants djiboutiens comme ceux qui sont nés d'un parent djiboutien, soit à Djibouti, soit à l'étranger. La loi autorise également la double nationalité. Voir aussi <https://www2.ohchr.org/english/issues/women/docs/OtherEntities/OSJI%20CitizenshipAfricaStudy.pdf>

² 1992 Constitution de Djibouti 1992. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.wipo.int/edocs/lexdocs/laws/fr/dj/dj002fr.pdf> Voir aussi <https://www.idea.int/sites/default/files/publications/voting-from-abroad-the-international-idea-handbook.pdf> Le vote des personnes vivant à l'étranger s'étend aux élections présidentielles et législatives/

³ https://www.cairn-int.info/article-E_AFCO_256_0104--the-limits-to-external-voting-expansion-.htm



Aperçu du cadre politique et législatif



- La **Stratégie nationale pour la migration⁴** reconnaît la diaspora comme un atout essentiel pour le développement national et définit des mesures globales pour renforcer son engagement dans divers secteurs. Elle prévoit notamment la création de plateformes de dialogue et de collaboration entre la diaspora et les institutions nationales, la promotion des investissements et des transferts de fonds, ainsi que la valorisation des compétences et des connaissances de la diaspora dans les domaines de l'éducation, de la santé et des technologies.

Stratégie nationale pour la diaspora Le 25 février 2021, la stratégie nationale d'engagement de la diaspora djiboutienne a été lancée à l'Institut d'études diplomatiques. Le lancement officiel de la stratégie nationale de la diaspora n'est pas une action isolée dans le sens où il ouvre la voie à de nombreuses perspectives dans le but de mieux impliquer les membres de la diaspora djiboutienne dans le développement du pays.



Tendances

L'engagement de la diaspora a été plutôt limité historiquement, bien que cela ait commencé à changer ces dernières années. Une des raisons de cette situation est le manque de dépendance vis-à-vis des contributions de la diaspora - les envois de fonds de la diaspora djiboutienne sont relativement faibles en termes absolus, représentant moins de 3 % du PIB. L'économie djiboutienne repose principalement sur les revenus du transport maritime et du port, ainsi que sur le secteur des services, ce qui a rendu le gouvernement beaucoup moins dépendant des flux de transferts de fonds de la diaspora que d'autres pays de la Corne de l'Afrique.⁵

Néanmoins, les liens de l'importante communauté somalienne-djiboutienne de Djibouti avec les riches investisseurs de la diaspora somalienne dans le Golfe ont été importants pour forger des liens d'affaires et d'investissement entre Djibouti et les EAU et d'autres États du Golfe.⁶

Ces dernières années, on a également constaté une tendance croissante des rapatriés qualifiés de la diaspora djiboutienne à rechercher des opportunités économiques dans le pays, en particulier dans les secteurs de l'hospitalité, de l'informatique, des services et de la culture.⁷



Réalisations

En 2019, le gouvernement a également annoncé le lancement d'un système de visa électronique en partenariat avec l'OIM, la Commission Européenne et le ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, qui vise à faciliter le retour des membres de la diaspora ainsi que des visiteurs et investisseurs étrangers, en complément d'un travail d'élaboration du projet de stratégie pour la diaspora.⁸ Au mois d'avril 2019, le premier comptoir de visas électroniques de Djibouti a été mis en place à l'aéroport international de Djibouti ; les visiteurs peuvent désormais demander un visa à l'avance pour le retirer à leur arrivée à l'aéroport.

4 <https://acsrm-au.org/wp-content/uploads/2023/09/Strategie-Nationale-pour-les-Migrations-121526.pdf>

5 Styen, D. (2013) Djibouti: Changing Influence in the Horn's Strategic Hub, Chatham House Briefing Paper.

6 Styen, D. (2013) Djibouti: Changing Influence in the Horn's Strategic Hub, Chatham House Briefing Paper.

7 <https://www.jeuneafrique.com/mag/375564/societe/diaspora-partir-de-djibouti-mieux-y-revenir/> ; https://mg.co.za/africa/2020-07-17-meet-lula-ali-ismail-djiboutis-first-lady-of-film/?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&__twitter_impression=true

8 <https://www.facebook.com/Diaspora-djiboutienne-dans-le-monde-2074536805960561/>

En juillet 2021, avec le soutien de l'OIM, le gouvernement a inauguré le Bureau du mécanisme national de coordination sur la migration afin de coordonner toutes les questions liées à la migration, y compris l'engagement de la diaspora.

Obstacles



- **Manque de confiance :** Il existe un manque de confiance entre le gouvernement et sa diaspora, qui en France (principal pays de résidence en Europe) a tendance à être polarisée et politisée. Cela constitue un obstacle à l'engagement de la diaspora à Djibouti.⁹
- **Manque de capacité :** Djibouti manque de structures et de capacités institutionnelles pour mettre en œuvre un programme d'engagement de la diaspora ; les structures existantes doivent être renforcées.¹⁰
- **Manque d'orientation politique :** Djibouti n'a pas encore élaboré de cadre politique pour l'engagement de la diaspora ou la migration.

SPOTLIGHT: pratiques efficaces

Explorez plus de 400 pratiques par pays,
ODD ou secteur d'engagement dans la
base de données interactive !



Consultation et cartographie de la diaspora djiboutienne 2017-2020

En décembre 2017, l'OIM a organisé une journée de consultation de la diaspora en coopération avec le ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale (MAEIC) et la Banque mondiale. L'événement a porté sur la mobilisation de la diaspora, le transfert de capital humain, la philanthropie et le tourisme. Depuis 2019, l'OIM mène également un exercice de cartographie de la diaspora djiboutienne dans le monde.¹¹ En janvier 2020, elle a collaboré avec le Centre de politique de la diaspora africaine (ADPC) aux Pays-Bas pour organiser un atelier sur la diaspora avec des représentants de la diaspora djiboutienne dans le cadre de cet exercice de cartographie.¹² Les discussions et les recommandations sur ces activités ont servi de base à l'élaboration de la stratégie nationale pour la diaspora.¹³

MISE EN RÉSEAU
+ DONNÉES

Service de documents électroniques 2019

La poste de Djibouti a développé un nouveau service de documents électroniques pour la diaspora afin de leur permettre de commander en ligne, en toute sécurité, des documents officiels de justice (tels que des doubles de certificats de mariage).¹⁴

NUMÉRISATION

9 Voir, par exemple, *Le Monde*; *Ard-Djibouti*; et *Djib Live*

10 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---africa/---ro-abidjan/---sro-addis_ababa/documents/publication/wcms_743309.pdf

11 <https://www.hch24.com/actualites/07/2019/djibouti-oim-la-cartographie-et-le-profilage-de-la-diaspora-djiboutienne-et-le-developpement-dune-strategie-nationale/>

12 <https://hi-in.facebook.com/djiboutidiasporas/posts/diaspora-workshop-in-the-netherlands-first-diaspora-workshop-has-been-held-in-123607382916508/>

13 OIT (2020) *op. cit.*

14 <https://www.rtd.dj/actualites/social/la-poste-de-djibouti-offre-un-nouveau-service-a-la-diaspora-djiboutienne>



Ateliers d'engagement de la diaspora

L'OIM et la Global Djibouti Diaspora ont lancé un atelier visant à renforcer la collaboration et les liens entre Djibouti et sa diaspora. L'initiative met l'accent sur l'élaboration d'une stratégie nationale et la réalisation d'un exercice de cartographie de la diaspora pour identifier les compétences, ressources et opportunités, afin d'améliorer la mobilisation des Djiboutiens de l'étranger et leur contribution au développement national.

Annexe: Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la typologie de plus de 430 institutions



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (UA-CIDO) 2008

L'UA-CIDO est responsable de la mise en œuvre de l'engagement de l'UA avec les acteurs non étatiques par l'implication de la diaspora et de la société civile. Djibouti nomme un point focal de la diaspora pour représenter le pays aux réunions continentales de l'UA-CIDO.



Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) 1996

Djibouti est membre de l'IGAD, qui œuvre à la promotion de la coopération et de l'intégration régionales afin d'apporter une valeur ajoutée aux efforts des États membres pour atteindre la paix, la sécurité et la prospérité. Le cadre politique régional de migration de l'IGAD pour 2012 donne la priorité à la collaboration avec la diaspora pour le développement national et pour lutter contre la fuite des cerveaux.

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, MAECI 2001

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale est l'agence principale pour l'engagement de la diaspora et est responsable de la mise en œuvre de la politique étrangère, de la conduite des négociations internationales et de la promotion des relations politiques, économiques, culturelles, scientifiques et de coopération internationale de la République de Djibouti.

- Au niveau sous-ministériel

Agence Nationale de l'Emploi, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle, ANEFIP 2007

L'ANEFIP s'efforce de fournir au pays un outil pour concevoir, suivre et évaluer les politiques d'emploi et d'intégration professionnelle, y compris la migration de main-d'œuvre.

Département Juridique en charge de la diaspora 2016

Ce département est responsable de l'enregistrement de la diaspora, y compris des naissances de la diaspora.

Diaspora djiboutienne dans le monde, GDD 2019, Le GDD a été officiellement inauguré en 2021

Initiative de la MAECI, GDD travaille à fournir des informations sur les services à la diaspora, et vise à être un nouveau réseau et un centre de ressources pour les communautés de la diaspora djiboutienne dans le monde entier.

Organisations de la diaspora en Europe

Association Belgique-Djibouti (ABED) 2004 Belgique

- Activités de développement
- Activités d'intégration

Les membres de l'ABED travaillent avec tous les secteurs de la société civile belge pour promouvoir l'intégration des communautés de migrants, en particulier ceux d'Afrique de l'Est. Ils initient, soutiennent et encadrent également des projets de développement et des projets humanitaires à Djibouti.

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora,
consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la
diaspora ? Un guide de référence](#) »



Association Djibouti Bretagne (AJIB) 1994 France

- Activités de développement
- Activités d'intégration

L'AJIB travaille à la promotion de la culture djiboutienne en France, et mène des projets de co-développement entre la Bretagne et Djibouti dans les secteurs éducatif et humanitaire.

Association des Djiboutiens de Provence (ADjiP) 1948 France

- Activités d'intégration

L'ADjiP, autrefois connue sous le nom d'Amicale des Originaires de Djibouti, a été fondée par des marins venus s'installer dans le port de Marseille. Elle œuvre pour faciliter l'accueil et l'intégration des familles djiboutiennes venues s'installer à Marseille.

ASSOCIATION DJIBOUTIENNE DE SOLIDARITE (ADS) 2013 France

- Activités de développement
- Activités d'intégration

L'ADS travaille à la promotion de la culture djiboutienne en France et dans la République de Djibouti, et entreprend des projets de solidarité dans les zones rurales de Djibouti. Elle soutient également les étudiants djiboutiens en France et à Djibouti, et favorise les échanges interculturels entre les étudiants français et djiboutiens dans les deux pays.

Association djiboutienne de France pour l'Amitié et la Solidarité (ADFAS) 2011 France

- Activités de développement
- Activités d'intégration

L'ADFAS est une association humanitaire, de solidarité internationale et socioculturelle. Elle envoie de la nourriture et du matériel médical aux personnes dans le besoin à Djibouti, et a mis en place plusieurs projets de développement local, comme l'envoi de lampes solaires aux écoliers des villages ruraux ou la création de bibliothèques locales. Elle travaille également à la promotion de la culture djiboutienne en France.

Association France Djibouti (AFD) 1984 France

- Activités de développement**
- Activités d'intégration**

L'association a pour but de promouvoir la culture djiboutienne, de développer les liens interculturels, d'accueillir et de soutenir les étudiants djiboutiens, et de mettre en œuvre des projets de coopération internationale entre Djibouti et Dunkerque.

Côte à Côte 2007 France

- Activités de développement**
- Activités d'intégration**

Côte à Côte est une organisation de la diaspora basée en France qui travaille à la promotion du co-développement à Djibouti et en France. L'association travaille dans deux domaines principaux, l'éducation et l'eau. Elle soutient l'éducation en ouvrant de nouvelles écoles rurales et en envoyant des manuels et des fournitures scolaires. Elle gère également des projets d'eau potable dans les zones rurales.

Fédération des Associations Djiboutiennes en France (FADF) 1994 France

- Activités de développement**
- Activités d'intégration**

La fédération vise à permettre aux hommes et aux femmes djiboutiens de se rencontrer, de s'organiser, d'informer, de se former et de développer leur autonomie. Elle fournit des informations centralisées sur les associations djiboutiennes et coordonne les activités de toutes les associations qui lui sont affiliées. Elle offre également un service de consultation professionnelle et sociale, ainsi que des cours et des séminaires de formation, d'information et de lobbying.

Stay Active Association (SAA) 2015 France

- Activités de développement**
- Activités d'intégration**

La SAA s'efforce de lutter contre l'inactivité économique des jeunes diplômés djiboutiens en leur proposant des stages professionnels. Elle gère également des projets de développement des communautés urbaines à Djibouti.

Rédigé par : **AFFORD**

Édité par : **EUDiF**

Octobre 2020

Mis à jour en novembre 2025



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

